 Syndicat1 643 W

Piétinements / Mouvement sociaux et syndicats

*S'il est une réflexion qui devrait tout autant se poser* ***cela concerne bel et bien les mouvements sociaux et syndicaux en Belgique qui incontestablement piétinent*** *et s'enferment dans un pré carré de droits acquis sans perspectives militante de toucher au "système" qui engendre les contradictions et heurts économiques et sociaux agressant les 11.000.000 citoyens belges.*

*Pour le volet politique, en laissant de côté les compromissions permanentes sociales-démocrates type PS, le jeu "solo" des courants politiques radicaux dont PTB en Belgique est un parfait exemple ignorant au concret tout concept fédératif cela ne fait qu'approfondir le fossé*

*Le jeu du gros méchant loup devient in fine une sorte d'opéra-bouffe dont profite la Droite de tous les pays.*

Basse-cour Syndicale en continu

1   *La praxis marxiste de l'analyse-critique selon nous n'est pas  de "fonder" les valeurs en ce compris d'une organisation sociale politique ou syndicale par exemple mais de contribuer à leur critique à tort ou raison - y compris celle de la catégorie même de valeur.****Pour ceux qui diffèrent d'avis en se limitant au credo de la norme "morale" pour « faire bien hors idéologie » nous ne ferons pas des heureux mais tel n'est pas notre souci et encore moins de vivre le doigt sur la couture du pantalon !***

2   Comme la vérité est toujours concrète, elle devient incontournable y compris dans ses contradictions.

Aussi, lorsque les organisations syndicales, toutes tendances confondues, ***placent la solidarité avant la conflictualité*** elles développent inévitablement l’image d’un syndicat type « ***Consensuel »***  remède à la crise voir contrat d’assurances en cas de pepins.   
On en est au niveau et sans plus des "Droits acquis exclusifs voir Etat providence" avec le double langage côté « vengeurs »

En un mot ***c’est l’image bien concrète de syndicat à cent lieues d’un profil radical*** affrontant le réel de la lutte des classes sociales sans programme journellement applicable dénonçant fondamentalement le développement de la plus-value et donc du Système Capitaliste lui-même.

**3 Quant à un « Etat Régulateur » souvent invoqué voir sollicité** *c’est oublier que ce « pouvoir placé en apparence au-dessus de la société » sert, comme on le constate journellement, à maintenir l’ « ordre » économique et social établi nonobstant ses générosités « providentielles » - on le nomma Etat Providence - elles-mêmes fonctions de l’état des rapports sociaux de production tout autant et prioritairement de celui de cet « ordre économique » qu’il a pour mission de défendre soit celui qui « possède ».*Nul prédicat d’un Manifeste PS congrès bidon 11.2017 qui changera cette réalité.

4   **C’est pourquoi, factuellement et exemplativement**, les faits étant plus forts qu’un Llord Maire, nous soulignons par cette critique **l’inanité du « syndicalisme gestionnaire »,** celui de la seule défense des « droits acquis » et la seule signature du « plan social » en ce XXIème siècle.   
Comme l’attestent les faits, cela conduit les luttes sociales droit dans le mur baignant parfois dans le ridicule voir au désastre à l’instar du mouvement social en Belgique de 2014/15

**Comme nous l’annoncions au départ c’est point de plateforme, point de stratégie face au capital circulant « qui s’engage en sachant pouvoir se désangager selon l’économiste Frédéric Lordon, qui investit sous la garantie de désinvestir, ou qui embauche avec l’idée de pouvoir débaucher »**

En ce début XXIème siècle mondialement truffé de gigantesques dettes publiques, d’un capital non industriel devenu totalement financier et spéculatif le « syndicalisme gestionnaire » ne fera que livrer pieds et poings liés ce que MARX appelle les « forces productives » … et leurs familles … au système.

**5** En outre, faut pas être devin pour se rappeler que l’appréhension de tout mouvement massif pouvant déborder l’appareil syndical, devenir incontrôlable, favorisant par sa dynamique propre un processus radicalisant et de politisation, cela conduit à tous coups les grandes luttes sociales dans l’impasse.

Dès lors, la technique du « soufflé qu’on fait monter et redescendre » avec atterrissage en douceur agrémentée de casquettes, écharpes et vêtements tous types et de toutes les couleurs conduit in fine à démoralisation et démob.

6   E**n cela le patronat ne s’y trompe point et de mener son action de « sauvegarde de l’économie du tout au profit » sous couvert de « la sauvegarde de la compétitivité ».**

**Et je t’en donne « flexibilité par çi, « croissance par là », « libérer l’initiative » etc.**

**Ce n’est pas sans raison que la revue mensuelle du FMI « Finances & Développement » de 03.2015 indiquait sous titre « Le POUVOIR et le PEUPLE » (1)**

*« Si nos conclusions cadrent avec les opinions établies concernant*

*les effets du salaire minimum, nous établissons clairement*

*l’existence d’un lien entre la baisse du taux de syndicalisation et*

*l’augmentation de la part des revenus les plus élevés dans les pays*

*avancés durant la période 1980–2010 (graphique 2), ce qui va à*

*l’encontre des idées reçues sur les circuits par lesquels la densité*

*syndicale influence la répartition du revenu. Il s’agit là de l’aspect*

*le plus novateur de notre analyse, qui prépare le terrain à de plus*

*amples recherches sur le lien entre l’érosion du syndicalisme et*

*l’augmentation des inégalités. »*

et d’ajouter

*« Si, par suite de l’affaiblissement des syndicats, les rémunérations*

*des travailleurs ayant des salaires moyens ou faibles se tassent,*

*la part des revenus constitues par les rémunérations de la haute*

*direction et des actionnaires augmentera nécessairement. Nous*

*comprenons intuitivement que l’affaiblissement des syndicats*

*réduit le pouvoir de négociation des salaries par rapport aux*

*détenteurs de capital, ce qui a pour effet d’accroitre le revenu du*

*capital — qui est plus concentre en haut de la distribution des*

*revenus que les traitements et salaires. Le recul du syndicalisme*

*peut en outre réduire l’influence des salaries sur les décisions des*

*entreprises qui profitent aux hauts salaires, comme le niveau et la*

*structure des rémunérations des membres de la haute direction. »*

7   **Certes de par leurs massivité et traditions les organisations syndicales constituent des instruments nécessaires et incontournables de luttes sociales.**

Nonobstant, dans ce jeu de tiroirs que des individualités syndicales dirigeantes ouvrent et ferment en détenant une position dominante de par leur statut prof. et syndical force est de constater qu’il n’existe malheureusement pas d’opposition capable pour discuter et disputer les orientations de ces « appareils » en terme de plateforme et stratégie d’action déterminée pour in fine peser sur le cours des choses.

**Donc dans ce terme d’inexistance notamment de défaire par la transformation des structures le rapport de forces - *en un mot le rapport social* - qui permet au capital de prendre en otage la société toute entière in fine on piétine.**

8 Ceci dit, hormis une ébauche à Charleroi, **face à cet immobilisme rien ne s’est cristallisé et structuré** en courants d’une gauche syndicale oppositionnelle et constructive ouvrant démocratiquement le débat.  
Précisémnt ce débat, élément basique indispensable comme support dans le développement fédérateur d’une alternative politique anticapitaliste

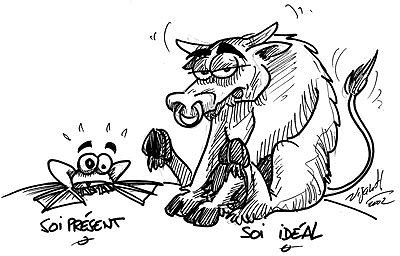
***Alternative bien nécessaire mais pour cela hors suivisme syndical voir compromissions permanentes sociales-démocrates type PS tout autant que le suivisme indéfective hors critique d’un PTB cachant dans un double langage son caractère monolithique stalinien et ses interdits statutaires de la liberté d’expression des courants en son sein.*** (statuts Art 41.7 congrès 2015)

9   **Sans cette gauche syndicale et son alternative politique fédératrice** tôt ou tard l’échec reste au rendez-vous à l’instar du personnage de Samuel Beckett jouant au « Théâtre de l’absurde » qui reste sur sa chaise « En attendant Godot ».

Le rédac de **RIPOSTE**

(1) Lire lien ci-dessous

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2015/03/pdf/jaumotte.pdf>

** Programmation**

« Programmation sociale » Le remède … ???

***Extraits d’une brochure rédigée par Guy Delsore ancien militant JGS de l’époque éditée par le journal « La Gauche », 1970 (2)***

1

Le 11 mai 1960, pour la première fois en Belgique, un accord d’envergure sortait de contacts directs entre les dirigeants nationaux des organisations patronales et syndicales. Au sens strict, il ne s’agissait pas d’une « convention », car l’accord ne pouvait entraîner aucune conséquence juridique : il s’agissait plutôt d’une recommandation (des dirigeants syndicaux et patronaux nationaux à leurs organisations professionnelles) ou d’un engagement moral.

On connaissait déjà la « programmation économique », maigre substitut de la planification, pratiquée par le « Bureau de Programmation économique » depuis octobre 1959.

Il s’agissait cette fois de programmation « sociale ». Les points essentiels en étaient :

*- les patrons reconnaissaient que la continuité du progrès social doit se traduire par « l’amélioration régulière » des conditions de vie ;   
- en échange, les syndicats acceptaient que ces améliorations se réalisent par étapes, et hiérarchiquement ;   
- enfin, les deux parties (« partenaires sociaux »), convenaient de ce qu’il leur fallait assumer une plus grande responsabilité.*

Ces trois points aboutissaient à l’affirmation de la nécessité d’un dialogue permanent entre dirigeants patronaux et syndicaux.

Des avantages sociaux étaient promis et échelonnés jusque fin 1961.

**2**

***Ndlr de RIPOSTE .***

*Cet accord explique bien des choses et notamment le pourquoi des obstacles vécus pour déclencher la* ***grève générale 60-61*** *se traduisant par pressions et freins à l’échelon national de la FGTB avec influence sur les appareils à tous niveaux et dans tous les Centrales en décembre 1960.   
Sans parler de l’immobilisme de la CSC hormis des secteurs régionaux qui sont sortis du rang.*

*Le rédac de RIPOSTE pour l’avoir vécue en connait un bout dans cette affaire* ***car ce ne fut pas une mince affaire.***

*Cela explique en partie pourquoi les premiers à sortir du bois pour le Grève Générale fut la Centrale Générale des Services Publics – CGSP - se situant loin du secteur privé et non liée par les accords du privé.*

**3**

**En contrepartie, les chefs syndicalistes promettaient la « paix sociale » au niveau national** et le protocole définissant leurs relations avec le patronat contenait l’engagement « d’étudier et de rechercher en commun la ou les solutions à apporter aux problèmes économiques et sociaux de caractère général et national ».

L’opération appelée « programmation » - *en cela le terme était bien choisi* - visait à permettre au patronat d’avoir une vue d’ensemble sur ses frais futurs en matière de salaires, une nécessité qui s’imposait en fonction de la rationalisation et des investissements de plus en plus considérables ; au fur et à mesure que la composition organique du capital augmente, les frais d’une grève se font plus lourds, les travailleurs bloquant un appareil de production plus coûteux ; ***enfin, en « programmant », on donne aux travailleurs l’illusion d’une automaticité du « progrès social », ce qui émousse la tendance à la revendication.***

4

On peut dire que c’est pendant la deuxième guerre mondiale que prit corps la doctrine sociale actuelle du patronat belge, écrivait la F.I.B. dans son rapport annuel de 1960, faisant allusion au « Pacte de solidarité sociale » négocié dans la clandestinité.

C’est essentiellement en exécution de cet accord interprofessionnel que furent signées des conventions contenant des clauses de paix sociale.

Souvent, les organisations syndicales obtinrent en échange les fameux « avantages réservés aux syndiqués ».

**5**

Nous lier par des accords de paix sociale, écrivait **André Genot**, à l’époque président fédéral du M.P.W., dans un rapport sur les perspectives d’action syndicale répondant au rapport majoritaire – car il y avait une minorité - du Bureau de la F.G.T.B. en 1962,

***« c’est enlever au mouvement ouvrier une de ses armes les plus décisives : le choix du moment et de l’objet de sa revendication ; c’est nous empêcher de coller à l’opinion ouvrière, c’est abdiquer toute possibilité d’un nouveau bond en avant.***

***Il faut rejeter toute formule de programmation sociale qui lierait la liberté d’action du mouvement syndical.***

***Si le patronat avait inventé plus tôt la programmation sociale, il aurait retardé pendant de nombreuses années le suffrage universel, la loi des huit heures, les congés payés, etc. ».***

(2)

Lire suite ci-dessous

<http://www.avanti4.be/debats-theorie-histoire/article/syndicats-et-lutte>

 Lutteclasse2

Autre réflexion. Indépendance syndicale vue dans l’Hexagone.

09.11.2017

**Dans un post blog publié fin octobre 2017, le leader de La France insoumise interroge l’indépendance des syndicats vis-à-vis du politique. En creux, il appelle les organisations de salariés à soutenir son mouvement dans le combat social.**

Un sillon qu’il trace, peu à peu, dans l’action et la réflexion. Jean-Luc Mélenchon refuse d’abandonner l’ensemble du combat social aux organisations syndicales.

[Dans un article (3) publié sur son blog](http://melenchon.fr/2017/10/30/en-passant-par-athenes/) le 30 octobre 2017, le fondateur de La France insoumise met en débat la question de l’indépendance du mouvement social vis-à-vis des partis politiques, en l’occurrence de son mouvement, dans un contexte de *« coup d’État social »*, selon la terminologie adoptée par la FI.

(3) Lire lien ci-dessous.

<https://www.mediapart.fr/journal/france/091117/jean-luc-melenchon-defie-les-syndicats-sur-leur-terrain?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66>